

# Torturer impunément ?

## Partage international n° 202 - Juin 2005

Un an après la publication des photographies de sévices à Abu Ghraib, Human Rights Watch (HRW) a publié un rapport demandant une enquête sur les rôles et responsabilités de hauts dirigeants militaires et des services secrets américains dans « *certains cas de maltraitance et de torture envers des détenus* ».

Le rapport, *Torturer impunément ? responsabilité du commandement américain dans la maltraitance de prisonniers*, apporte des éléments en faveur d'une enquête criminelle sur le secrétaire de la Défense Donald Rumsfeld, l'ancien directeur de la CIA George Tenet, le lieutenant général Ricardo Sanchez, ancien commandant en chef de l'armée américaine en Irak, et sur le général Geoffrey Miller, ancien commandant de la prison de Guantánamo Bay à Cuba.

Selon ce rapport, il existe des preuves convaincantes « *que la maltraitance et la torture de prisonniers musulmans a eu lieu non seulement à Abu Ghraib mais aussi ailleurs en Irak, en Afghanistan, et à Guantánamo, ainsi qu'en divers « lieux secrets* » à travers le monde, cela en violation de la Convention de Genève et des lois sur la torture ».

HRW pense que les dirigeants susceptibles d'être tenu responsables suivant la doctrine de « *la responsabilité du commandement* » sont les suivants :

- Le secrétaire de la Défense Donald Rumsfeld : pour crime de guerre et torture infligés par les troupes américaines en Afghanistan, Irak et Guantánamo, et approbation de techniques d'interrogations en violation des accords de Genève et de la Convention contre la Torture.

- George Tenet : comme complice de tortures pour avoir autorisé spécifiquement la CIA à « livrer » des détenus dans des pays où ils ont été torturés en utilisant des techniques précisément documentées. Sous sa direction, la CIA aurait « fait disparaître » des détenus dans des endroits secrets.

- Le général Sanchez : pour avoir approuvé des méthodes d'interrogatoire illégales et ne pas être

intervenu pour arrêter des crimes de guerre et des tortures effectués par des soldats sous son commandement direct.

Le rapport du HRW, qui comprend aussi des preuves de crime de guerre à Guantánamo Bay, sur l'île de Cuba, souligne « *qu'une commission indépendante pourrait amener des preuves que le gouvernement américain a continué à dissimuler les faits, et notamment les instructions que le président Bush aurait signées, autorisant la CIA à créer des établissements de détention secrets et à faciliter le transfert de suspects à des régimes brutaux.* »

« *Un an après Abu Ghraib, les Etats-Unis continuent à faire ce que les dictatures et les républiques bananières font dans le monde entier quand leurs abus sont découverts - étouffer le scandale et blâmer les subalternes*, indique Reed Brody, conseiller spécial pour Human Rights Watch. *Un mur d'immunité protège les architectes de la politique qui conduisit à tous ces crimes* ».

Etats-Unis

**Sources** : Human Rights Watch

**Thématiques** : [politique](#)

**Rubrique** : [Le respect de la loi](#) (« Chaque fois qu'il y a affaiblissement de la loi... et accroissement général du désordre, alors je me manifeste. » (Bhagavad Gita). La promesse de Krishna, l'Avatar, semble particulièrement d'actualité. C'est pour tenir cette promesse que Maitreya, l'Avatar de notre ère, est présent dans le monde à une époque où l'anarchie est si répandue. Lorsqu'une nation parvient à l'âge adulte, à la maturité, les relations qu'elle établit avec les autres changent du tout au tout. Elle commence à respecter l'autorité de la loi qui unit toutes les nations, les liant dans leurs responsabilités et leurs besoins mutuels. Le développement vers la maturité se signale précisément par un tel respect des lois que les hommes ont estimées nécessaires pour vivre ensemble en paix... Lorsque, parmi les nations, l'on ignore l'autorité de la loi, c'est le monde entier qui en souffre. » (Le Maître — PI, avril 2004) Actuellement, les traités et les résolutions de l'Onu sont méprisés, et les lois nationales et internationales sont bafouées. Dans ce contexte, nous présentons des brèves mettant en exergue la nécessité d'un respect renouvelé de la loi.)